



COMMUNIQUÉ DE PRESSE Pour diffusion immédiate

Partenariat transpacifique (PTP)

Un mauvais choix pour le Québec et le Canada démontre une nouvelle étude

Montréal, 31 mai 2016 – Le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) rend public ce matin une étude démontrant que l'accord de Partenariat transpacifique (PTP) aura des conséquences globalement néfastes pour l'économie canadienne et québécoise.

Réalisée grâce au soutien financier du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), l'étude du chercheur John Jacobs contrecarre plusieurs mythes.

« Les élites politiques et économiques manipulent l'opinion publique en prétendant que le PTP permettra au Canada d'accéder à de nouveaux marchés de 800 millions de consommateurs. L'étude démontre clairement que plus de 97 % des exportations canadiennes transitent déjà libres de tarifs au sein des pays du PTP », explique Pierre-Yves Serinet, coordonnateur du RQIC.

Loin d'être un accord portant sur les échanges commerciaux, le PTP est un accord de deuxième génération qui cherche en réalité à accroître les droits et privilèges des entreprises transnationales aux dépens de la capacité de gouverner et légiférer en faveur de l'intérêt public. Inscrit au cœur du PTP, le mécanisme de règlement des différends investisseurs-États en est un exemple majeur.

Une primarisation de l'économie canadienne et moins d'emploi

L'étude du CCPA explique bien comment la mise en œuvre du PTP contribuera à la primarisation de l'économie, ce qui n'augure rien de bon pour les entreprises manufacturières, plus denses en emploi et concentrées en Ontario et au Québec « On comprend que le gouvernement Harper voyait d'un bon œil la primarisation de l'économie canadienne et ses retombées pour l'Ouest du Canada. On comprend mal pourquoi le gouvernement Trudeau s'entête à présenter le PTP comme un bon accord pour l'ensemble du pays, d'autant plus que ce dernier limitera la capacité de l'État à stimuler le développement économique par l'entremise d'une politique industrielle active et innovante », illustre le coordonnateur du RQIC.

De bien timides consultations

En signant le Partenariat transpacifique (PTP) le 4 février 2016 en Nouvelle-Zélande, le gouvernement Trudeau place la population devant un fait accompli. La ministre du Commerce international, Chrystia Freeland, multiplie les initiatives depuis quelques mois et des rencontres que le gouvernement présente comme des consultations mais dont le cadre s'inscrit dans une logique « à prendre tel quel ou à laisser ». « Alors que le gouvernement Trudeau avait fait de la transparence un de ses mantras lors de la dernière campagne électorale, l'actuel processus de consultation publique sur le PTP est nettement insuffisant. De même, où sont les études d'impact gouvernementales pour l'économie canadienne ? On nage en plein brouillard », souligne M. Serinet.

Le 6 juin prochain, la ministre Freeland tient une « assemblée générale » sur le PTP à Montréal. Les membres du RQIC et ses alliés comptent bien faire entendre leurs voix contre ce mauvais accord avec un comité d'accueil.

-30-

Le rapport du CCPA est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.policyalternatives.ca/publications/reports/le-ntp-et-l'impact-de-l'elimination-des-tarifs-sur-le-commerce-canadien>

Comité d'accueil, ministre Freeland à Montréal:

www.facebook.com/events/1300059166689481/

Renseignements :

Gabriel Danis, CSQ / RQIC

Danis.gabriel@csq.qc.net

Cell : 514 219-1485

www.rqic.alternatives.ca

<https://www.facebook.com/RQICcoalition>

<https://twitter.com/RQICcoalition>